

# Le climat, l'Europe et vous

Conférence avec **Pierre Larrouturou**, eurodéputé<sup>1</sup>

**Le 21 janvier 2020**, la Plateforme citoyenne européenne, avec le soutien du GRASPE et du Groupe Europe de l'UEF organisait à Bruxelles une rencontre publique avec Pierre Larrouturou, eurodéputé.

Elle avait organisé le 4 décembre 2018 une première rencontre sur « Le changement climatique, vous et l'Europe », à l'occasion de la COP24. La Plateforme Citoyenne Européenne (« European Citizen Platform » ou ECP) a pour objectif de faire entendre la voix des citoyens, leurs opinions et leurs attentes sur l'avenir de l'Union européenne et les enjeux politiques et sociaux aujourd'hui.

**Modératrice** : Cher Pierre Larrouturou, nous sommes dans la situation suivante : l'accord de Paris de novembre 2015 a été un premier pas décisif en vue d'atteindre les objectifs du développement durable convenus dans l'enceinte des nations Unies. L'urgence climatique est enfin reconnue après une mobilisation majeure notamment des jeunes. L'union européenne s'engage aujourd'hui à la neutralité carbone d'ici 2050. La BEI<sup>2</sup> annonce qu'elle va cesser de financer les investissements dans les énergies fossiles. La Commission de Mme von der Leyen vient d'annoncer un plan d'investissement pour le climat et l'environnement de 1 000 milliards d'euros<sup>3</sup>, un trillion donc, et ceci sur 10 ans. L'Union européenne fait aujourd'hui l'inventaire des outils disponibles pour répondre aux défis climatiques, et la Commission dispose de fait de moyens puissants. Elle n'est pas seulement une enceinte de discussions internationales.

On le comprend, nos attentes et celles des citoyens sont considérables. Sur fonds de négociations budgétaires dont nous savons qu'elles sont difficiles, et de réformes lentes des règles budgétaires notamment, et alors que les taux d'intérêt n'ont jamais été aussi bas, l'opportunité peut être là de repenser la relance d'une économie encore déséquilibrée. Le Green Deal lancé par Ursula von der Leyen et le commissaire Timmermans est un projet ambitieux pour trouver les ressources d'un développement durable en Europe et débloquer la dynamique européenne d'investissements. Nous avons du retard en la matière.

Nous remercions beaucoup **Pierre Larrouturou** de nous apporter son éclairage sur toutes ces questions. Monsieur Larrouturou, vous êtes eurodéputé, serez très bientôt rapporteur général du budget, et êtes l'auteur de nombreux ouvrages dont « Finance Climat, Réveillez-vous ! » sorti en 2018. Vous avez donc effectivement lancé des alertes sur le sujet dont nous parlons aujourd'hui. Comment donc selon vous, l'Europe peut-elle s'organiser pour produire les biens communs urgemment nécessaires ? Comment effectuer et tirer les conséquences du changement de paradigmes survenu avant la crise de 2008 ? Peut-être avons-nous perdu dix années. Quels sont les ressorts d'une ingénierie financière, budgétaire et fiscale qui doit être mis au service des citoyens ?

---

<sup>1</sup> Economiste, membre du groupe S&D au Parlement européen, Co-auteur de *Finance, Climat, Réveillez-vous !* ed. Indigène, 2018.

<sup>2</sup> La Banque européenne d'investissement ou BEI (en anglais *European Investment Bank*, en allemand *Europäische Investitionsbank*) est l'institution financière des États membres de l'Union européenne. Elle a pour principal but d'emprunter sur les marchés financiers pour financer des projets au sein de l'Union européenne.

<sup>3</sup> Ce plan d'investissement du 14 janvier 2020 est le pilier du « Pacte vert » (*Green Deal*), tel que proposé par la toute nouvelle Commission européenne en décembre 2019, pour financer la transition énergétique.

**PL :** Merci pour cette introduction. Je suis ravi d'être ici avec vous. Nous sentons tous bien en effet que nous sommes à un moment critique pour l'histoire de l'humanité – cela ne concerne pas que les institutions européennes. J'étais à Madrid l'autre jour avec Franz Timmermans et des collègues climatologues. Eux non plus n'ont jamais été aussi inquiets. Ils m'ont fait l'aveu que la situation est bien pire que ce qu'ils pouvaient penser il y a dix ans. Et depuis les problèmes en Australie, c'est le cercle vicieux, avec ces feux de forêt monstrueux du point de vue du CO2 et qui vont accélérer le réchauffement.

Vous dites que nous avons perdu 10 ans. A dire vrai nous avons perdu 40 ans ! Il y a un livre qui s'appelle *Perdre la terre* qui est terrifiant de ce point de vue. Il a été écrit par Nathaniel Rich, un journaliste américain. C'est un an d'enquêtes sur le *New York Times*, et l'auteur n'a pas vraiment le profil d'un complotiste. Or il a montré comment en 1979 déjà, il y avait un consensus des plus grands scientifiques américains, dont le conseiller de Kennedy et celui de Johnson qui ont remis un rapport à la Maison Blanche pour dire qu'il y avait un réchauffement climatique en cours, et qu'il ne fallait pas attendre que ses effets soient visibles car alors, ce serait déjà trop tard pour agir. Il restait de leur point de vue 20 ans pour sortir des énergies fossiles. Leur étude a fait la une du *New-York Times* en 1979. C'est la preuve qu'il y avait bien déjà un consensus au niveau scientifique. Le problème est que Ronald Reagan est arrivé par la suite à la Maison-Blanche poussé par le lobby du pétrole. Il va alors se passer 40 ans durant lesquels on va tergiverser sur l'état du réchauffement climatique en prétendant qu'il est peut-être avéré, ou peut-être que non, mais quoiqu'il en soit, tout le monde s'accordait pour dire que c'était compliqué et ne rien faire. Résultat, nous nous retrouvons aujourd'hui avec des climatologues qui nous disent que nous n'avons désormais plus que quelques années pour agir.

Les gens qui s'intéressent à l'Europe disent également que l'Europe ne va pas bien. Que depuis la chute du mur de Berlin on se demande où elle va. Il y a eu un grand débat lancé par Merkel et Macron sur la refondation de l'Europe. Au sommet de Berlin le 19 juin 2018, ils ont dit qu'il fallait écouter les citoyens, qu'il y avait une convention citoyenne et que le sommet des Chefs d'état du 13 et 14 décembre 2018 devait se conclure sur la refondation de l'Europe. Angela Merkel avait dit que les traités modifiés seraient approuvés en 2019 et mis en œuvre en 2020. Hélas, nous sommes en janvier 2020, et il n'y a pas eu beaucoup d'idées très concrètes sur la refondation de l'Europe depuis lors.

Nous pensons quant à nous que la question du climat est un des rares sujets qui peut nous unir par-delà nos différences, politiques notamment, comme la droite polonaise et les socialistes espagnols comme par exemple Michal Kurtyka qui est le Ministre polonais du Climat, et Teresa Ribera, qui a été élue vice-présidente du gouvernement de Pedro Sanchez depuis une semaine. La semaine dernière j'ai vu le chef de tous les évêques catholiques qui m'a dit qu'il allait parler du climat avec le Pape François. Nous avons aussi le soutien de Francs-maçons. Il n'y a pas beaucoup de sujets en somme sur lesquels autant de personnes ont envie d'agir et qui puissent réunir autant de personnes différentes. La question du climat est sans doute le seul sujet fédérateur, réunissant des personnes de tous les milieux sociaux confondus et de convictions différentes. Tout le monde attend l'Europe.

Nous allons bientôt fêter les 70 ans de la déclaration Schuman de 1950. Quand vous lisez les mémoires de Jean Monnet, vous apprenez que le tout s'est réalisé en 15 jours. Entre le jour où Jean Monnet est allé voir Schuman, et le moment où Adenauer a donné le feu vert, il s'est passé 15 jours seulement ! C'était pourtant une décision historique, mais elle semblait s'imposer. Cela faisait une décennie que l'on se faisait la guerre, et à chaque fois que l'on gagnait la guerre, on prenait le charbon et l'acier de l'autre, du vaincu, pour mieux lui faire la guerre ensuite. Or en deux semaines, Schuman et Adenauer décident de mettre en commun leurs ressources de charbon et d'acier pour éviter la guerre. Adenauer dit dans ses mémoires que cela a été le plus beau jour de sa vie, qu'il a vu

Le ciel s'ouvrir devant lui. Il ne savait même pas le nombre des entreprises qui étaient concernées. Les actionnaires eux-mêmes ont été prévenus par la presse le lendemain. Mais Schuman et Adenauer avaient compris que « la paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent », comme le dit le texte de la Déclaration. Voilà pourquoi l'Allemagne et la France ont proposé une action limitée, mais décisive.

C'était vrai il y a 70 ans et je crois aujourd'hui encore que la paix mondiale ne saurait être préservée sans de tels « efforts créateurs », et c'est à l'Europe d'agir, surtout après l'échec de la COP25 à Madrid. J'y étais, à cette COP, et c'était certes émouvant. On y croisait des gens du monde entier. Là aussi, le principe de la fraternité est bien à l'œuvre au travers de la question climatique, puisque le sujet peut réunir des Israéliens, des femmes du Bangladesh et des bobos londoniens... C'était impressionnant. Hélas, ce n'est pas Trump qui va lancer l'offensive, voilà pourquoi tout le monde regarde vers l'Europe. En pleine COP à Madrid, tout le monde s'est dit que Mme von der Leyen, installée depuis à peine deux semaines, a fait un discours magnifique avec une ambition fabuleuse. Tout y était, elle n'a oublié aucun sujet. Si l'Europe est capable de réussir cela, c'est formidable. Mais attention. S'il s'agit juste de céder au *greenwashing*, ce sera une catastrophe. Trump, lui, a l'avantage d'être cohérent. Il dit haut et fort qu'il s'en moque. Tandis que l'Europe dit qu'elle veut tout changer. Donc si elle ne se donne pas les moyens pour réaliser ce changement, ce sera une catastrophe, et tout le monde sera découragé à jamais.

Je me sens une responsabilité en tant que futur rapporteur du budget. Comprenez-moi, je ne suis pas ici pour faire une conférence. Je suis ici pour chercher des alliés. Chacun dans son propre réseau peut aider. Je pense que nous avons 6 mois fondamentaux qui nous attendent. Parce qu'en principe (j'étais encore à Berlin la semaine dernière), c'est le Conseil européen du 18 juin qui devrait trancher sur le niveau d'ambition de l'Europe. Par exemple, Madame von der Leyen propose de diviser par deux nos émissions de CO2 d'ici 10 ans. Mais est-ce que les Chefs d'état sont d'accord ? Et si nous avons vraiment cette ambition, comment la finance-t-on ? C'est très concret tout cela. Au-delà des beaux discours et des jolis logos, si on veut diviser par deux le CO2 dans 10 ans, cela signifie que chaque mois compte pour des actions concrètes : par exemple il faudra isoler la moitié des maisons de Bruxelles ou de Varsovie, il faudra faire des transports en commun partout, aider l'ensemble des agriculteurs à transformer leurs systèmes de production, etc. C'est un énorme chantier !

Il faut créer 5 millions d'emplois. C'est d'ailleurs pour cela que les syndicats sont intéressés alors que l'activité recule aujourd'hui. Nous avons face à nous un chantier qui peut à la fois permettre de sauver le climat, de sauver la planète, mais aussi de créer des emplois et de gagner du pouvoir d'achat. J'ai rencontré à Grenoble un homme qui vit dans un logement social depuis 15 ans. Son immeuble a été isolé et il dit que c'est beaucoup plus confortable qu'avant. Il fait moins chaud l'été, et moins froid l'hiver. C'est mieux pour les enfants, et il économise 800 euros par an sur les dépenses de chauffage. Voilà un exemple. Si on peut en même temps sauver le climat, créer des emplois et que chacun vive mieux en qualité de vie et en pouvoir d'achat, ce serait dommage de s'en priver.

Le seul « détail » est de savoir comment financer l'ensemble. Or on est allés un peu vite en besogne en parlant de 1000 milliards. Nous avons vu l'équipe de von der Leyen juste avant Noël, et au bout de 5 minutes, l'un de ses principaux conseillers nous a dit que nous allions être déçus en lisant le document dont ils prévoient la publication pour le 14 janvier. Car il n'y a pas d'argent nouveau. Dans le fonds, actuellement, il y a 7 milliards sur 7 ans ! Pourtant la Commission européenne elle-même, et c'est pour cela que c'est très intéressant, reconnaît que c'est tout à fait insuffisant et qu'il faut une ambition très supérieure. Nous devons les revoir bientôt, comme Timmermans lui-même dans quelques jours. L'ancienne Commission avait une ambition moins importante, elle qui voulait réduire seulement de 40% le CO2 et disait qu'il manquait 260 milliards chaque année. Or, à titre de

comparaison, la nouvelle Commission reconnaît que ce chiffre est insuffisant parce qu'il ne tient pas compte des politiques d'adaptation et des coûts sociaux. Or si nous voulons une ambition plus forte, et diviser par deux, c'est-à-dire de 50% ou 55% les émissions de CO<sub>2</sub>, la Commission dit qu'en gros il manque 530 milliards chaque année ! Et pour le moment, en termes d'argent frais, nous avons 1 milliard par an ! Donc ils reconnaissent eux-mêmes qu'ils sont à la recherche d'idées nouvelles pour faire pression sur les Etats, par exemple avec des climatologues, et avancer des solutions concrètes. C'est pour cela que c'est excitant, car les gens de la Commission comme vous ici disent qu'ils sont contents de nous rencontrer régulièrement pour chercher des solutions ensemble. Ils veulent des idées nouvelles, et ça leur convient bien que le Parlement mette la pression, comme la société civile, parce que c'est la seule solution pour faire bouger le Conseil européen.

Le calendrier idéal pour la décision, c'est le Conseil du 18 juin, comme je le disais : Macron, Merkel et les autres Chefs d'état, vont se réunir le 18 juin, et en principe ils doivent parler du Green Deal, de son ambition, et de son financement. À Berlin la semaine dernière, un très haut diplomate me disait que ce serait important d'avoir des décisions prises le 18 juin, parce qu'il faut avoir une décision historique avant Glasgow. Le sommet de Madrid a été un échec, mais ce n'est pas très grave. Par contre le sommet fondamental pour l'avenir de la planète, c'est le sommet de Glasgow en novembre prochain. L'Europe doit faire la preuve d'ici septembre qu'elle entend vraiment s'engager pour le changement, que ce n'est pas de la rigolade, et que nous allons nous donner les moyens nécessaires. Il y a en outre une rencontre à Leipzig entre l'Union européenne et la Chine le 14 septembre. Si l'Europe et la Chine disent ensemble qu'ils s'engagent de façon ambitieuse, alors le sommet Glasgow sera un succès. Mais si rien ne change d'ici là, si l'Europe se limite à son milliard par an alors qu'il en faut 500, Glasgow sera un désastre. Sans compter sur le fait que nous pouvons en plus avoir à n'importe quel moment une crise financière majeure, ce que certains économistes semblent hélas prédire.

Vous voyez ici un graphique de la dette totale en Chine. On voit ici le niveau des spéculations. Lors de la dernière crise financière, le Dow Jones était monté à 14 000 points. La semaine dernière nous étions à 29 000. Voici le graphique de la dette totale des États-Unis. Le mois dernier il y a eu 2 600 milliards de dette supplémentaire privée et publique. Donc Donald Trump va tout faire pour que cela tienne jusqu'en novembre prochain, au moment des élections, en baissant les taux d'intérêts, ou par tout autre moyen. Mais la plupart des économistes pensent que nous pouvons avoir une crise très grave et le FMI lui-même pense que nous pouvons avoir une crise qui pourrait être dix fois plus grave que celle de 2008.

Rappelez-vous que la crise de 1929 était la deuxième crise. Si vous relisez les livres d'histoire, il y avait eu une première crise financière en 1920-21. Au bout de trois ans, on s'était relevés. Et on s'était remis aussitôt à spéculer. Aussi, quand la crise de 1929 a éclaté, cela a été le drame et l'Europe a commencé à s'enfoncer dans la barbarie. Il ne s'agit pas de broyer du noir. Et certes des choses ont été faites depuis 2008, ce que me rappelle toujours Michel Barnier qui a lui-même fait des choses importantes. Mais globalement, quand vous voyez le niveau de spéculation et le niveau de la dette, on a trop peu fait. C'est Stiglitz qui dit que nous avons changé les fauteuils sur le pont du Titanic, mais que le Titanic continue à avancer...

Alors quelle solution proposer ? Sur la gravité du problème climatique je parle ici à titre personnel : je pense qu'il faut se donner des moyens extrabudgétaires. Nous avons fait un colloque récemment à ce sujet à l'institut Jacques Delors où nous avons proposé 3 solutions pour financer la transition.

La première concerne les financements privés : ce sont les banques et les assurances. On s'inspire de ce qu'a fait Barack Obama qui, en 2010, a fait la loi FATCA<sup>4</sup> qui n'était pas sur le climat mais vous allez comprendre le parallèle. La loi était conçue pour lutter contre l'évasion fiscale. C'était une loi contraignante qui faisait que plus aucune banque ne pouvait travailler aux États-Unis si elle n'était pas totalement transparente pour le fisc américain. Il y a eu un an de bras de fer parce qu'évidemment, les banques n'étaient pas très contentes. Barack Obama a tenu bon. Le congrès a voté. Et aujourd'hui, aucune banque, qu'elle soit du Lichtenstein, de Singapour ou d'ailleurs, ne peut travailler sur le territoire américain si elle n'est pas totalement transparente pour le fisc. Donc nous, nous proposons à Ursula von der Leyen et aux Chefs d'état de faire une loi FATCA Climat qui prévoit que dans 5 ans, le marché européen sera fermé aux banques et aux assurances si elles ne sont pas totalement transparentes sur leurs activités, sur ce qu'elles financent.

Deuxièmement, nous proposons que l'on stoppe les nouveaux investissements fossiles. C'est aussi simple que cela. Troisièmement il faut que l'on « green » les bilans, qu'on les verdisse. C'est-à-dire qu'il faut que ce qui allait vers les investissements fossiles aille désormais vers ce qui est bon pour la planète. Le numéro trois d'un très grand groupe d'assurances m'a confié que c'est tout à fait possible, qu'ils ne le feront jamais spontanément, mais qu'ils ne peuvent pas non plus se priver du marché européen. Donc si une règle européenne dit que nous avons 5 ans pour nettoyer le bilan, c'est tout à fait possible. D'autres dans les banques me disent que ce sera plus compliqué et qu'il faudra 7 ou 8 ans. Mais lançons le débat, et voyons ce que nous pouvons faire, même si par exemple le calendrier sera différent pour les banques. En tout cas, on ne peut pas accepter que toutes les banques publient de si jolies brochures pour expliquer qu'elles investissent dans les énergies renouvelables alors que nous savons très bien qu'elles continuent aussi à financer du fossile et d'autres monstruosité. Or s'il n'y a pas une contrainte, elles ne vont jamais aller assez vite et changer leurs pratiques. Donc pour arriver à ce genre de financement, il faut en même temps que les banques et les assurances soient mises à contribution, et deuxièmement il y a l'idée du Pacte Climat dont je vais vous parler. Nous pensons qu'il y a besoin de réfléchir à la méthode, et je dis à tous les acteurs que si l'on procède de façon « classique », à savoir que la Commission prend un an pour réfléchir, même chose pour le Parlement et le Conseil, avec deux ans pour réagir, et puis qu'on demande ensuite une conférence citoyenne, etc., alors on va se payer la double peine : ce sera la crise financière et la crise sociale, et on aura Salvini au pouvoir. Donc je leur dis qu'on a le droit d'innover. Moi j'ai été consultant pendant onze ans chez Accenture, on y faisait des séminaires de deux jours, on éteignait les téléphones, et on se mettait à réfléchir vraiment, en se donnant le temps. On ne prenait aucune décision immédiate, mais on brainstormait pendant 2 jours. On pourrait avec le Parlement se livrer au même type de chose. On se retrouverait ensuite, 3 semaines plus tard, et de nouveau on ne prendrait aucune décision, mais on réfléchirait encore et, au troisième séminaire, on prendrait des décisions qu'on pourrait ensuite suggérer aux Chefs d'état.

Le côté excitant est que tous les gens que je rencontre trouvent tous, sans exception depuis deux mois, que ce que nous proposons avec les ONG, avec l'institut Jacques Delors, est très intéressant. En termes de méthode, je pense qu'il faut mettre le secteur financier à contribution mais je crois aussi que nous n'arriverons pas à financer le budget climat dans le cadre du Cadre Financier Pluriannuel (CFP). Cela va être une boucherie. Je rencontre pas mal d'ambassadeurs ou des collègues à vous qui me disent tous que la négociation va être très difficile et que, même si on arrivait à 1,3% du PIB, à

---

<sup>4</sup> Le *Foreign Account Tax Compliance Act* (abrégé FATCA) est un règlement du code fiscal des États-Unis qui oblige les banques des pays ayant accepté un accord avec le gouvernement des États-Unis à signer avec le Département du Trésor des États-Unis un accord dans lequel elles s'engagent à lui communiquer tous les comptes détenus par des citoyens américains. Le texte a été adopté dans le cadre de la loi du Congrès *Hiring Incentives to Restore Employment Act* signée par le président Obama le 18 mars 2010.

savoir ce que demande le Parlement, ce serait totalement insuffisant. Donc une idée que l'on teste, et là je parle à titre personnel, pas au nom du parlement ni au nom de mon groupe (mais les gens trouvent que c'est une bonne idée), c'est de faire un budget spécifique pour le climat.

L'autre jour c'était le chef économique d'Axa, Gilles Moëc, qui a publié un papier disant lui aussi qu'on n'arrivera pas à financer le climat et la biodiversité dans le cadre du CFP. Regardons ce que l'on a fait pour le Mécanisme européen de stabilité (MES). Les Chefs d'état sont sortis de la crise financière en parvenant à récolter 500 milliards en quelques jours. En partant d'une feuille blanche. On a été capables de faire le Mécanisme européen de stabilité, et de trouver 500 milliards en quelques jours, simplement parce que c'était nécessaire. Et je cite Moëc en disant qu'on n'est pas sérieux si on veut faire un Plan Climat dans le cadre du CFP, et qu'il convient donc d'avoir un outil spécifique. Et moi, j'ajoute que cela doit se faire avec des ressources propres. L'Allemagne ne donnera pas un milliard de plus, pas plus la France que les Pays-Bas, mais il suffira d'avoir un budget uniquement orienté climat avec des ressources propres, voilà la solution. D'autant que ne nous racontons pas d'histoire, on n'a jamais vu des gens dans la rue pour réclamer un budget européen ambitieux, a fortiori parce que personne ne sait vraiment ce que c'est... Je rappelle donc au passage que nous avons au niveau européen, car il faut le savoir, un budget pour sept ans, et que chaque année on négocie pour l'année à venir. Je serai donc rapporteur pour le budget 2021, et on négociera donc en même temps le CFP, qui va commencer en septembre 2021 pour 7 ans, le Green Deal, et la première année du budget, donc 2021.

Pour le moment l'Europe a été préservée, toutefois vous vous souvenez peut-être qu'en 2016, la France et la Belgique étaient envahies par les inondations. La récolte de blé a alors chuté de 30%. Heureusement que l'Ukraine a fait une très bonne récolte. Mais si la même année, les deux greniers à blé que sont l'Ukraine d'un côté, et la France et la Belgique de l'autre, sont envahies par les eaux, ou qu'il y a une canicule au mois de juin qui aurait aussi des effets désastreux sur les récoltes, alors il faudra songer aux tickets de rationnement ! Nous sommes bien contents de faire 2 ou 3 repas par jour, or les céréales restent une base. Il ne faut pas croire que nos céréales font 30% de notre consommation. Si donc, la même année, nous avons nos deux greniers à blé qui sont touchés, nous pouvons avoir de sérieux problèmes. Pour l'instant, c'est plutôt l'Afrique et les pays du Sud qui souffrent le plus, mais il ne faut pas croire que l'Europe est à l'abri. Météo France nous dit que nous aurons de plus en plus souvent, des canicules à 53, 54°! Et ça, le corps humain n'apprécie pas. Autant avec les canicules à 38°, on reste à l'ombre, on évite de faire trop de sport. Mais avec des canicules à 53, 54 ou 55° tous les 2 ou 3 ans, les gens de météo France nous disent que ce sera fatal. Les corps humains, les forêts ou les troupeaux de vaches, ne sont pas faits pour résister à de telles températures extrêmes, donc les taux de mortalité pourraient rapidement augmenter en Europe, et dans les pays du Sud, ce sera encore pire.

Il n'y a pas besoin d'être des génies pour le comprendre, mais s'il y a deux fois moins d'eau, et deux fois plus d'évaporation, les récoltes vont être divisées par deux, ça veut dire moins 60%. Si les récoltes sont divisées par deux alors que la population double, il va y avoir des dizaines de millions d'hommes et de femmes qui vont souffrir le martyr. Ils auront le choix entre mourir sur place ou essayer de bouger pour sauver leur peau. Ce n'est pas pour rien si le GIEC a reçu le Nobel de la paix et non celui de physique, parce que quand on nous dit qu'il y aura 140 millions de réfugiés climatiques en 30 ans - c'est l'estimation la moins pessimiste, ce seront 90 millions de personnes qui quitteront l'Afrique pour traverser la Méditerranée et venir en Europe. Je ne sais pas comment nous ferons pour les accueillir de façon fraternelle et non-violente. C'est donc pour cela qu'il est préférable d'éviter la catastrophe parce que personne ne sait comment éviter ces scènes d'horreur si nous devons faire face à ce genre de situation dans les 20 ou 30 années à venir.

Malgré toutes les déclarations qu'on entend sur la volonté de combattre le réchauffement climatique, la réalité c'est que les problèmes sont en train de s'aggraver. Ce que vous voyez ici, c'est la courbe du CO2. En fait, depuis 3 ans, l'évolution du CO2 dans l'atmosphère est trois fois plus rapide que dans les années 60. C'est au début des années 60 que les militaires américains de la Nasa ont commencé à mesurer cela finement, à près de 3 000 mètres d'altitude, loin de toutes les zones industrielles et de la pollution. Cela veut dire que déjà en 1957, la NASA, l'armée et les scientifiques pensaient qu'il y avait un problème. On a enregistré les émissions de CO2 tous les jours, tous les mois, toutes les semaines, or malgré toutes les grandes déclarations, car on aurait pu penser que la courbe se serait ralentie, et bien non, elle augmente. Depuis trois ans l'évolution du CO2 dans l'atmosphère va trois fois plus vite parce que nos émissions continuent à augmenter, y compris en France et en Belgique, si on tient compte des produits qu'on importe de Chine. Et puis la planète était bonne fille, puisqu'une bonne partie du CO2 était stocké dans les océans et dans les forêts. Hélas, les océans commencent un peu à saturer, et on détruit les forêts. Donc, l'effet tampon est de plus en plus faible, ce qui fait que ces dernières années, le CO2 qui va rester dans l'atmosphère pendant un siècle est de plus en plus important.

Ici, vous voyez l'évolution du CO2 depuis 1 000 ans et ça c'est depuis 800 000 ans. Vous comprendrez que tous les blagueurs qui vous disent qu'il y a toujours eu des oscillations parce que la Terre ne tourne pas parfaitement autour du soleil sont vraiment aveugles. Effectivement, il y a toujours eu des oscillations. Mais tant qu'il n'y avait pas de l'activité humaine, ce n'était en rien comparable à l'énorme quantité de CO2 qui s'est dégagée ensuite. Jamais depuis 800 000 ans, on avait dépassé 300 unités de CO2. Or juste avant ce siècle, on est passé de 300 à 450 unités. C'est en train de s'accélérer considérablement. La dernière fois qu'il y a eu un réchauffement, il était dû uniquement au mouvement de la planète, donc il se produisait 50 fois plus lentement. Effectivement, il y a eu un réchauffement, mais on estimait aussi qu'il y avait 25 millions d'êtres humains sur la planète, il y avait beaucoup de place pour les accueillir. Alors que maintenant avec le CO2 et le méthane, ça va 50 fois plus vite, et la planète est pleine comme un œuf.

**Question :** L'autre point que vous ne mentionnez pas ce sont les problèmes naturels. Vous ne parlez que du problème du CO2 mais il y a les éléments naturels, on l'a vu cette année, ne serait-ce que les éruptions et les feux de forêt en Californie et en Espagne. La seule éruption du Krakatoa avait ainsi dérégulé le climat pendant 80 ans.

**PL:** Là nous n'y pouvons rien, en effet, mais cela reste marginal par rapport à l'ensemble du CO2 émis par les activités humaines. Je ne répète que ce que disent les scientifiques depuis 20 ans. Honnêtement, nous avons des milliers de scientifiques à travers le monde qui travaillent comme des fous et qui sont très prudents. Aujourd'hui, ils sont très inquiets de ce qui se passe, c'est plus inquiétant que ce qu'ils pensaient il y a 10 ans. Donc quant aux feux de forêts, c'est plutôt en train de s'aggraver, c'est vrai. Mais il y a un cercle vicieux. Ce n'est pas seulement « naturel » et, de même que le réchauffement fait fondre les glaces et que nous savons tous qu'une surface blanche renvoie la chaleur alors qu'une surface plus sombre l'absorbe, le réchauffement fait fondre la glace et s'accélère de fait. Et bien pour les feux de forêts en Californie, sans avoir les chiffres des deux dernières années, le volume de leurs forêts, qui est estimé depuis les années 30, diminue, car les feux de forêts ont été multipliés par 4,5. Si on entretenait mieux, les feux de forêts cela irait sans doute mieux. C'est vrai. Mais quand même, on voit bien comment le dérèglement climatique aggrave les feux de forêts et voilà le cercle vicieux. Une forêt qui grandit va augmenter son stockage du CO2, une forêt qui brûle va émettre du CO2.

Donc je reviens aux solutions. Quand Madame von der Leyen cite Kennedy et son programme lunaire en évoquant le *Green Deal*, on applaudit. Mais on lui rappelle aussi très amicalement que Kennedy

ne s'en est pas tenu qu'aux beaux discours. Le budget de la NASA a été multiplié par 15 à l'époque. Les comptables s'arrachaient les cheveux. Il avait, ce faisant, créé 400 000 emplois, et était au final parvenu à aller sur la lune plus vite que prévu. De même pour le Green New Deal on fait référence à Roosevelt. Et bien Roosevelt, quant à lui, a surtout fait preuve d'une formidable efficacité politique. Il y a eu 15 lois pour encadrer le *New Deal* durant les trois premiers mois après le lancement de son programme. Roosevelt avait beau être vieux et paralysé, et le peuple américain avoir le moral à zéro parce qu'Hoover n'avait rien fait pendant 4 ans, il a fait passer 15 réformes en 3 mois... On parle des « Cent jours ». Roosevelt a su parler aux citoyens également. Chaque semaine il expliquait comment se passait sa réforme. Et surtout il s'est donné le budget nécessaire. Le budget fédéral a été multiplié par 3 ! Ce n'était pas un combat de nains.

Aujourd'hui, la Commission propose 1,1% du RNB<sup>5</sup> et nous proposons 1,2% sachant que cela risque de se terminer avec 0,98%. J'en ai honte. Est-ce que Kennedy était fou ? Est-ce que Roosevelt était fou ? Ont-ils ruiné leur pays ? La réponse est non. Tout le monde retient aujourd'hui que Kennedy et Roosevelt étaient des leaders qui avaient un projet, et qu'ils se sont donné les moyens de les financer par la fiscalité. Mais revenons à l'Europe. Au-delà de ce que je vous ai dit sur les banques et les assurances, et de ce que je dis sur la taxe kérosène, nous avons deux outils très importants à notre disposition.

Premièrement, il nous faut utiliser autrement l'argent de la Banque centrale européenne. Beaucoup de gens ne le savent pas, regardez ce petit bouquin dont Jean-Luc Crucke, Ministre Belge du Budget, a dit devant 800 personnes qu'il l'avait lu grâce au mouvement citoyen qui est né dans la rue. Il pensait que tous les chiffres qui s'y trouvent étaient faux. Il a demandé à ses services de vérifier, et tout s'est révélé vrai. Il a alors demandé à ce que tous les partis soient réunis, de droite comme de gauche, et s'unissent derrière le même projet. Hier, nous avons envoyé avec lui une lettre à Christine Lagarde pour qu'on la rencontre. C'est donc grâce au mouvement citoyen que Jean-Luc s'est vraiment intéressé au climat, et il nous a contactés alors que nous ne sommes pas vraiment de la même famille politique. Je vous conseille ce livre, il est très intéressant.

Beaucoup de gens l'ignorent, mais nous n'avons jamais autant eu de liquidités. Parmi les slogans que nous avons au début avec Michel Rocard et Stéphane Hessel, nous disions que pour sauver les banques en 2008 on avait mis 1 000 milliards, on réclamait donc 1 000 milliards pour le climat aussi. Les gens nous disaient que ce n'était pas possible, que la BCE avait fait cela une fois en 2008, et que ça avait été une catastrophe et donc que jamais la BCE ne voudrait de nouveau perdre autant d'argent. Et puis fin 2014, parce que déjà l'Allemagne était en train de retomber en récession, la BCE s'est demandée ce qu'elle pouvait faire. Elle avait déjà mis les taux d'intérêt à zéro, donc elle a fait tourner la planche à billets. Pour faire chic, on a parlé de *quantitative easing*, ce qui au passage permettait de faire en sorte que la plupart des citoyens ne comprennent rien et ne puissent donc rien en dire. Quand j'étais petit c'était des planches qui faisaient les billets. Là c'est pareil, mais avec des ordinateurs. Mais il s'agit bien de création monétaire dans les deux cas. La BCE a donc annoncé qu'elle ferait 1000 milliards, et elle a continué. En une journée, par exemple, elle a prêté 233 milliards d'euros aux banques à taux négatif. Je vous rappelle qu'en France, Nicolas Hulot a démissionné, parce qu'il voulait 7 milliards chaque année pour rénover les bâtiments et que cela lui a été refusé... Or là, sans aucun débat, 233 milliards ont été donnés aux banques en une journée ! C'est avec Philippe Maystadt, qui hélas nous a quittés, et qui était le patron de Banque européenne

---

<sup>5</sup> Le revenu national brut (RNB, ou *Gross national income* –GNI- en anglais) est une valeur assez proche du produit national brut (PNB). Il correspond à la somme des revenus (salaires et revenus financiers) perçus, pendant une période donnée, par les agents économiques nationaux. Le RNB est la somme du PIB et du solde des flux de revenus primaires avec le reste du monde.



d'investissement, un homme remarquable qui nous aidait encore quatre jours avant sa mort, que nous avons fait le bilan de tout le *quantitative easing*. On a enlevé ce que les banques avaient déjà remboursé, personne ne conteste ces chiffres, et il est apparu que 2 600 milliards ont été créés, dont 11% seulement sont allés vers l'économie réelle. Le reste a été soit redéposé tout de suite à la banque centrale, soit il a nourri la spéculation. Voilà pourquoi les marchés financiers battent tous les mois de nouveaux records. La dernière fois que tout a explosé, en 2007, on était monté à 14 000 points. Il y a 2 ans, on en était à 20 000, et la semaine dernière à 29 000 points, et Trump exulte...

Donc cela pose quand même un problème. Nous avons appris à l'école que nous sommes des *homo sapiens sapiens*, mais c'est à se demander plutôt si nous ne sommes pas des *debilus debilus* ! En effet, les climatologues nous disent que nous n'avons plus que quelques années pour réagir ! On nous dit que ça peut être une opportunité, qu'on va créer des emplois, qu'on va vivre mieux, qu'on va économiser et avoir une alimentation plus saine, etc. Mais on cherche encore 200 ou 300 milliards pour réaliser tout cela. On nous dit qu'il n'y a pas d'argent, mais on découvre pourtant en lisant les journaux le matin qu'il n'y a jamais eu autant d'argent. C'est juste que, cet argent, on le laisse aux banques, car on se dit qu'elles sont gentilles, qu'elles sont là pour le bien commun. Or les banquiers, si vous leur laissez le choix entre faire de l'efficacité énergétique (qui rapporte du 0,2%) ou aller sur un marché qui rapporte du 20%, alors qu'ils sont notés par leur direction sur leur efficacité par rapport à leurs concurrents, il n'est pas difficile de comprendre que les 1 000 milliards qu'on leur donne va surtout leur servir à continuer à spéculer.

La Banque centrale vient d'annoncer qu'elle allait reprendre le *quantitative easing*, après avoir pourtant dit il y a un an le contraire. Mario Draghi et Christine Lagarde ont donc dit qu'ils allaient recommencer et qu'ils allaient créer cette année 240 milliards d'euros. Je ne veux pas être trop technique mais un des grands chefs de la BEI, qui est un allié, m'a appelé et m'a dit que je pouvais dire la vérité : il y a l'ancien *quantitative easing*, celui des 2600 milliards, qui arrive à échéance, mais la BCE ne va pas baisser son bilan. Tous les mois, il y a donc 80 milliards qui arrivent des anciens *quantitative easing*. La BCE a prêté ces 80 milliards, chaque mois, ce sur une durée de 3 ans, au bout desquels l'argent est revenu sur la table de la BCE. Elle doit donc se demander ce qu'elle va faire de ces 80 milliards : ou bien les supprimer (pour faire baisser la base monétaire), ou bien les prêter de nouveau aux banques, ou bien les investir pour le climat. Or, à ces 80 milliards qui arrivent chaque mois des anciens *quantitative easing*, il faut désormais ajouter 20 milliards du nouveau *quantitative easing*. Donc il y a 100 milliards de disponibles chaque mois au niveau européen. Ce alors qu'il n'y a pour le moment qu'un milliard seulement par an de prévu pour le *Green Deal*. Vous comprenez bien que c'est un peu choquant...

Concrètement, ce que nous proposons, c'est donc de faire une vraie banque du climat. Il y a deux ans les gens riaient quand on évoquait une telle banque, ce n'est plus le cas désormais. Seulement on nous a dit qu'elle ferait peut-être 16 milliards de prêts chaque année, dans 3 ou 4 ans seulement. Ce n'est pas sérieux. Il faut faire des efforts supplémentaires. La bonne nouvelle, et c'est pour cela que nous avons demandé un rendez-vous à Christine Lagarde, c'est que l'argent de la BCE peut servir ici. La BCE n'a pas le droit d'être actionnaire mais elle peut émettre des quasi fonds propres, ce qu'on appelle faire un prêt subordonné. Les règles prudentielles disent que si la BCE met 20 milliards de prêts subordonnés, cela compte pour 10 milliards, soit la moitié de vrais fonds propres.

A cette banque du climat disposant ainsi de vrais moyens, nous préconisons d'ajouter un pacte européen qui dise que chaque pays aura droit chaque année à une enveloppe pendant 30 ans. Prenons les chiffres de Nicholas Stern, le grand économiste anglais qui dit que si l'on veut gagner la bataille, chaque pays doit savoir qu'il a 2% de son PIB à disposition. La France mettrait ainsi chaque année 45 milliards de son PIB, la Belgique dans les 8 milliards je crois. Nous disposerions ainsi d'assez

d'argent pour les transports en commun, pour l'isolation des bâtiments, pour l'agriculture. Ce serait de l'argent qui arriverait à taux zéro voire à taux négatif, de -0,3 ou de -0,5%, ou, si la BCE nous finance, de -0,6%. La banque du climat aurait ainsi non seulement des moyens mais aussi une stabilité.

La BEI a déjà une filiale, le FEI<sup>6</sup> Il faut donc créer une deuxième filiale, la Banque européenne du climat et de la biodiversité, avec des fonds propres, avec des gens dont c'est la spécialité, avec des ONG et des climatologues au conseil d'administration, et une petite transparence. On pourrait innover pour doter l'Europe d'une telle grande banque publique. C'est tout à fait faisable. D'autant qu'on ne part pas de rien. On peut déjà profiter de l'expertise de la BEI, de la KfW<sup>7</sup>, de la Caisse des Dépôts et Consignations, etc. Et on n'a jamais eu autant de liquidités. C'est donc tout à fait faisable en moins d'un an. Et si la décision est prise en juin, l'argent pourrait arriver un an plus tard.

Le deuxième outil au-delà de la BCE, c'est un vrai budget européen. On ne peut rendre obligatoire l'isolation des bâtiments si chaque famille doit payer la facture, même à taux zéro. Si on demande à toutes les familles de Belgique de trouver 25 000 euros pour payer l'isolation, elles vont grogner, ou elles ne seront pas en mesure de le faire. On ne pourra jamais rendre cela obligatoire. Si on veut isoler toutes les écoles maternelles, tous les bureaux, toutes les fermes, on ne peut pas demander à chaque paysan, à chaque village de payer donc il faut qu'il y ait des subventions, ce que l'on appelle des subsides en Belgique. On doit en outre créer un vrai plan Marshall pour l'Afrique et la Méditerranée. Il y a deux ans, on a quand même réuni 12 Chefs d'état africains à Berlin. La conclusion c'est qu'il fallait un grand plan Marshall d'investissement. Deux ans plus tard il y a 3 malheureux millions qui se promènent...

**Question :** Qui s'en chargerait ? La Commission ?

**PL :** Ou le parlement, je n'ai pas de réponses sur tout. Moi je suis là pour montrer qu'une voie est possible. Je ne prétends pas avoir toutes les solutions. C'est aussi pour cela que je cherche des alliés pour gagner la bataille et pour réfléchir concrètement aux solutions. J'en parlais l'autre jour avec un ancien ministre africain, qui me confirmait que tout le monde se dit que c'est une bonne idée que de faire un tel plan Marshall, mais tout le monde se demande aussi si cela ne se soldera pas par une corruption accrue et se pose donc la question de l'effectivité de cette aide pour les territoires. Il s'agit de vraies questions, et il s'agit de savoir si nous sommes capables d'avancer ensemble sur ces questions. Donc on veut 40 milliards pour l'Afrique et la Méditerranée. On veut 10 milliards pour des programmes de recherche pour améliorer les énergies renouvelables, et améliorer les conditions de transport public et de mobilité personnelle. On a mis des milliards pour faire Airbus, des milliards pour faire Ariane. Est-on capables de coordonner les choses à nouveau dans d'autres domaines, certes il y a déjà des choses, mais donc de dégager des budgets pour que chaque personne, chaque paysan, chaque PME qui souhaite faire des travaux d'isolation soit aidé ? Voilà les questions concrètes que nous devons nous poser.

---

<sup>6</sup> Le Fonds européen d'investissement ou FEI (en anglais, *European Investment Fund* ou EIF), créé en 1994, est la filiale de la Banque européenne d'investissement (BEI) spécialisée dans l'amélioration de la croissance économique et la réduction du chômage dans l'Union européenne. Le FEI soutient notamment les PME (Petites et moyennes entreprises) par l'apport de fonds propres à des fonds de capital risque ou par des accords avec les banques finançant des PME.

<sup>7</sup> La *Kreditanstalt für Wiederaufbau* (KfW; en français : Établissement de crédit pour la reconstruction) est une institution de droit public allemande qui fait partie des quinze premières banques d'Allemagne. Elle a pour vocation de mettre en œuvre les missions d'intérêt public.

Comment trouve-t-on 100 milliards sans avoir des gilets jaunes partout ? Il n'y a jamais eu autant de bénéfiques. Le fait qu'il y ait des bénéfiques c'est une bonne chose. Cela veut dire que les entreprises vont bien. Mais la question est de savoir où vont les bénéfiques ? Sont-ils partagés avec les salariés ? Est-ce qu'ils produisent des investissements pour l'avenir ? Ou partent-ils pour l'essentiel sur les marchés financiers pour nourrir la spéculation ? Le FMI nous dit que cela devient un problème macroéconomique car la part de bénéfiques qui ne va pas plus dans l'économie réelle est croissante alors que l'investissement qui passe par les marchés financiers aussi. Donc les bénéfiques et les dividendes explosent mais dans le même temps on a divisé par deux l'impôt sur les bénéfiques. Quand j'étais petit, l'impôt était à 45%. Nous sommes tombés à 19% maintenant en Europe parce que chaque pays baisse son impôt. Alors qu'aux États-Unis, de Roosevelt à Trump, l'impôt sur les bénéfiques est passé de 38% à 24%.

Quand Roosevelt est arrivé au pouvoir, il avait les mêmes problèmes. La Floride avait baissé son impôt, le Texas et l'Arkansas aussi. Les entreprises faisaient du tourisme fiscal. En quatre mois Roosevelt a fait un impôt fédéral en disant que quel que soit l'endroit où on se trouvait aux États-Unis, on paierait 38%. Cela n'a pas plu à tout le monde, il a été taxé de communiste, on a dit qu'il allait tuer l'Amérique. Mais Roosevelt a tenu bon. De Roosevelt à Trump, cela n'a en effet pas tué l'Amérique que je sache, l'impôt était à 38%, et Trump l'a fait tomber à 24. Même avec Trump, il y a donc de la place pour un petit impôt sur les bénéfiques qui ne touche pas les artisans et qui ne touche pas les petites entreprises. Pour les autres ce serait 2 ou 3, maximum 5%, cela dépend de l'évolution du bilan carbone de l'entreprise.

*Le Figaro*, pas franchement un journal de l'ultra gauche en France, a titré sur le fait que les dividendes augmenteraient de 23% si on prenait une telle mesure fiscale. De fait nous avons Laurence Parisot du Medef, ou encore Alain Juppé, des ministres de droite et de gauche, qui soutiennent cette idée en disant que oui, on doit demander à tout le monde de faire un effort. Chacun de vous va changer sa vie quotidienne. On peut aussi demander un effort aux actionnaires. Et si cela crée des emplois, c'est sans doute la meilleure façon de maintenir l'économie. Si le monde va vers une récession, avec ce projet on peut créer 5 millions d'emplois en Europe, et c'est sans doute la meilleure façon de traverser la prochaine crise. Si on a ce budget, on pourra mettre en place des systèmes de subventions et dire que pour chacun de vous, la facture est divisée par deux. Si vous devez faire des travaux dans votre maison ou votre appartement, il y aura des gens compétents pour le faire. Et au moment de payer la facture, vous recevrez un chèque de l'Europe et des états membres qui correspond à la moitié de la facture. On pense que cela peut jouer un rôle de catalyseur. Cela peut changer la vie quotidienne des gens et redonner un espoir pour le projet européen, créer des emplois, améliorer le pouvoir d'achat, diminuer la spéculation.

Cela peut montrer que l'Europe repart. Elle est née avec le charbon et l'acier, elle pourrait repartir avec un projet sur le climat. On pense que les mois qui viennent seront absolument fondamentaux. Nous allons bientôt sortir un appel dans *Le Soir*, *Le Monde*, *El Pais*, et le *Corriere della Sera*. J'espère qu'on va gagner la bataille. Quand le mur de Berlin est tombé, 6 mois avant, le plus grand spécialiste de l'Allemagne nous avait dit que le mur allait encore être là pendant 50 ans. Pourtant, en 6 mois seulement, les citoyens se sont mis en mouvement. Mon espoir est que l'on arrive à faire bouger les choses de la même façon. La dernière fois que j'ai vu Stéphane Hessel, il me disait qu'il faut lutter contre le découragement. Il faut rappeler aux gens que nous avons connu l'apartheid et la fin de l'apartheid, que nous avons connu le mur de Berlin et la fin du mur. Or si nous avons écouté les grands chefs, le mur de Berlin serait encore là. Ce sont les gens comme vous et moi qui avons fait tomber le mur. J'espère que dans les mois qui viennent, nous allons contribuer à l'émergence d'un nouveau modèle de développement. Merci à tous.